

proposant cette motion d'ajournement, notre but était d'essayer de découvrir quels sont les projets du gouvernement et quelles mesures il compte prendre.

A une date si avancée, il est inutile d'éreinter le gouvernement parce qu'il est probable que nous ayons une crise cet hiver. Je l'ai assez fait moi-même. J'ai dit que si le gouvernement avait fait des plans à long terme et construit l'oléoduc jusqu'à Montréal, il aurait pu prévenir la plupart des difficultés que nous allons sans doute connaître cet hiver. Il ne sert à rien de morigéner. Se plaindre du gouvernement ne ramènera pas les années perdues. Ce qu'il nous faut faire maintenant, c'est travailler ensemble pour faire face à une crise nationale.

Ce serait, je pense, beaucoup mieux si le gouvernement se confiait aux Canadiens et leur disait franchement ce que pourrait être la situation, combien de pétrole nous pourrions importer, quels sont les paramètres du problème, quel est le maximum de pétrole que nous pouvons espérer et quel en est le minimum. De cette façon, nous pourrions faire des projets en fonction d'une pénurie éventuelle et le gouvernement pourra dire comment il pense régler la situation, au cas où elle se produirait. A mon avis, si le gouvernement est prêt à guider les Canadiens, ils réagiront, comme ils l'ont toujours fait devant le défi et feront face à la crise nationale.

Il y a un certain nombre de choses dont le gouvernement peut parler et à l'égard desquelles il peut nous dire ses projets. Cet après-midi, j'ai demandé au ministre quelle différence on prévoyait entre les 900,000 barils par jour qu'il nous faut dans l'Est du Canada et la quantité que l'on espère pouvoir obtenir auprès des pays producteurs de pétrole. Il faudrait le savoir. Je ne puis concevoir que le ministère soit incapable d'évaluer nos approvisionnements de pétrole; nous savons quels seront nos besoins. De plus, le gouvernement devrait nous dire, sinon ce soir, du moins aussitôt que possible, à quelles autres sources nous pourrions, selon lui, nous approvisionner.

Quatre sociétés pétrolières transportent en ce moment 53,000 barils de pétrole brut de l'Ouest par la voie maritime du Saint-Laurent. Cela aidera. Le gouvernement a-t-il élaboré un plan quelconque en vue d'accroître la quantité de pétrole qui pourra ainsi être transporté par la voie maritime du Saint-Laurent? Bien sûr, il s'agit uniquement d'une mesure provisoire en attendant la fermeture. Quelles autres mesures envisage-t-il? S'il n'est pas trop tard, envisage-t-on de prendre des dispositions pour accorder des dégrèvements d'impôt à ceux qui voudraient construire des installations de stockage, comme cela a été proposé cet après-midi, afin de stocker de plus grandes quantités de pétrole dans l'Est?

En outre, je crois que nous devrions savoir dans quelle mesure le gouvernement exploite activement la possibilité d'obtenir du pétrole directement de la société nationale des pétroles du Venezuela. Le ministre a lui-même signalé que même si l'Exxon doit contrôler ce domaine jusqu'en 1983, le gouvernement vénézuélien peut prendre ses redevances en nature. Si nous établissions au Canada un office national de commercialisation, nous pourrions peut-être nous faire ravitailler en pétrole par la société nationale des pétroles du Venezuela. Si nous voulons agir ainsi, il faut faire vite. Tous les pays industrialisés recherchent du pétrole et le ministre devrait nous renseigner quant au progrès qu'il accomplit dans ses négociations.

Nous devrions être tenus au courant des tentatives qui sont faites afin d'obtenir du pétrole des pays africains tels que la Lybie et le Nigeria. C'est de ce dernier que nous importons près de 25 p. 100 de notre pétrole. Ces pays ont

conclu des accords bilatéraux avec d'autres pays tels que le Japon et l'Allemagne de l'Ouest. C'est la sorte de politique que ces pays ont suivie. Le gouvernement a-t-il le moindre espoir d'obtenir plus de pétrole de ces régions? A mon avis, le gouvernement devrait y voir, au lieu de vivre au jour le jour dans l'espoir que le problème se résorbera.

J'ai également mentionné dans ma motion que nous devrions demander à nos concitoyens de faire en sorte de réduire notre consommation de pétrole, de gaz naturel et d'autres combustibles fossiles. Les gouvernements provinciaux, les municipalités, les organismes publics de toutes sortes, les clubs sociaux, les associations communautaires et de nombreuses autres se rallieraient sûrement à un appel du gouvernement si celui-ci acceptait d'énoncer les moyens par lesquels nous pourrions réduire la consommation du pétrole et du gaz naturel cet hiver.

Notre motion mentionne également que le gouvernement devrait nous dire aujourd'hui ou très bientôt ce qu'il entend faire si la situation s'aggrave au point qu'il n'y ait pas suffisamment de pétrole pour satisfaire les besoins normaux de l'est du Canada. Nul d'entre nous ne souhaite le rationnement du pétrole; cependant, si le rationnement devient une nécessité, nous ne voulons pas que le pétrole soit réservé aux plus riches, aux seules personnes capables de payer l'essence à \$1 ou \$1.50 le gallon. Si la situation qui s'annonce est grave à ce point dans l'est du Canada, je propose alors une répartition des approvisionnements selon les priorités, afin que nous puissions satisfaire les besoins de ceux qui utilisent les combustibles. Je parle des hôpitaux et autres établissements nécessaires, des maisons et des organismes qui ont de justes revendications pour une part des réserves limitées du pays.

● (2020)

J'espère que le gouvernement pourra nous dire ce soir les mesures énergiques qu'il poursuit afin d'affronter une crise possible. S'il n'y a pas de crise, pas de pénurie cet hiver, alors nous serons tous très heureux.

M. Woolliams: Je crains que vous soyez déçu.

M. Douglas: Si nous prévoyons le pire et que le pire ne se produise pas, nous n'aurons rien perdu sauf quelques moments de réflexion et quelques projets. Par contre, si nous ne nous préparons pas pour les pires situations, le pays se trouvera dans de graves difficultés et le peuple canadien ne pardonnera ni au gouvernement ni au Parlement.

Le gouvernement devrait nous dire ce soir quelles mesures il prend pour négocier avec les pays arabes, quelles initiatives diplomatiques sont en cours pour nous assurer, si possible, qu'il n'y aura pas interruption des approvisionnements en provenance du Moyen-Orient, quelles démarches sont tentées auprès d'Exxon ou d'Exxon et des États-Unis pour assurer que le pétrole du Venezuela ne sera pas détourné du Canada afin de satisfaire aux besoins américains cet hiver, ce que fait notre pays pour amorcer des négociations bilatérales avec le Venezuela, la Libye, le Nigeria ou tout autre pays où des organismes de commercialisation de l'État seraient prêts à nous approvisionner de pétrole.

Notre parti exhorte le ministre depuis longtemps à établir une société nationale du pétrole qui serait chargée de conclure des ententes à long terme et de s'assurer que ce produit serait affecté au peuple canadien et réparti équitablement entre toutes les régions qui en auraient besoin. Je ne tiens pas à un nom en particulier. Si le ministre ne veut pas l'appeler une société nationale du pétrole, il peut lui